

unité départementale du Finistère
2, rue de Kérivoal – CS 83037
29334 Quimper cedex

Quimper, le = 7 JUL. 2022

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



MAXAM France (SAS)

LIEU DIT COAT BIHAN
29530 PLONEVEZ DU FAOU

Références : ENV-D-22. 0273

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 juin 2022 dans l'établissement MAXAM France (SAS) implanté LIEU DIT COAT BIHAN, 29530 PLONEVEZ DU FAOU. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été effectué de manière inopiné pour procéder au récolement des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 23 septembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAXAM France (SAS)
- LIEU DIT COAT BIHAN 29530 PLONEVEZ DU FAOU
- Code AIOT dans GUN : 0005508375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

MAXAM exploite sur la commune de Plonevez-Du-Faou un dépôt d'explosifs à usage civil.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- défense incendie
- sûreté
- sécurité des bâtiments de stockage d'explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les constats effectués le jour du contrôle démontrent que l'exploitant n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour mettre en conformité son installation malgré la mise en demeure par arrêté préfectoral du 23 septembre 2021.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Nature des suites proposées par l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Dimensionnement et caractéristiques de la réserve incendie	AP du 30/07/2012, article 1	AP de Mise en Demeure du 23/09/2021, article 1	Amende et astreinte en application de l'article L. 171-8-II-4°

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
Accès et circulation dans l'établissement	AP de Mise en Demeure du 23/09/2021, article 1	AP de Mise en Demeure du 23/09/2021, article 1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
Stockage des explosifs	AP de Mise en Demeure du 23/09/2021, article 1	AP de Mise en Demeure du 23/09/2021, article 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève que l'exploitant n'a pas mis en oeuvre les actions d'une part nécessaires à la correction des écarts à l'origine de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 septembre 2021 et d'autre part à la prévention de leur renouvellement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dimensionnement et caractéristiques de la réserve incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Abords et accès à la réserve incendie
Prescription contrôlée : Respect des dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2012 : «(...) une réserve d'eau d'une capacité minimale de 240 m ³ avec réalimentation automatique à partir du réseau d'adduction publique. Cette réserve est implantée en dehors des zones de dangers Z1 et Z2. Ses abords sont aménagés pour permettre la mise en station de 2 engins-pompe-tonne (plate-forme présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 130 kilo-newton et ayant une superficie minimale de 32 m ² , desservie par une voie carrossable d'une largeur minimale de 3 m.
Constats : Le jour du contrôle, la végétation abondante entrave l'ouverture du portail d'accès à la réserve d'eau incendie. Après essai, le ventail gauche ne s'ouvre qu'à 45° environ (voir photo). Le branchement des engins-pompe-tonne des pompiers est impossible. Ce constat a déjà été effectué en 2020 et en 2021. Il est rappelé que la réserve d'eau doit permettre de lutter contre un feu de végétation et/ou de forêt qui entourent le site. L'exploitant doit garantir l'accès à cette réserve d'eau <u>en toute saison</u> et en particulier en période chaude et sèche lorsque le risque de feu de végétation est le plus élevé. De plus, le 1 ^{er} extincteur contrôlé sur site par sondage est hors d'usage et ce depuis octobre 2021, soit plus de 7 mois. Le chef du dépôt déclare que sur les 18 extincteurs installés sur le site, 5 sont dans ce cas et qu'il a demandé un devis pour les faire remplacer. Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2012, rappelées par l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 septembre 2021 ne sont toujours pas respectées. Le 12 juin 2022, le chef de dépôt a adressé par mail une photo de l'entrée du site après débroussaillage. Toutefois aucune photo n'attestait l'ouverture du portail d'accès à la réserve d'eau incendie. Cette communication ne permet donc pas de lever la mise en demeure ni la proposition de suites.
Type de suites proposées : Avec suites
Nature des suites proposées : Amende, astreinte

Nom du point de contrôle : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif d'ouverture portails d'accès
Prescription contrôlée : Respect dispositions de l'AP du 08/08/06 : "Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur."
Constats : Les constats effectués pendant le contrôle figurent en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites si l'exploitant ne transmet pas à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, dans les délais impartis , les justificatifs du fonctionnement du dispositif.

Nom du point de contrôle : Stockage des explosifs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe-feu des bâtiments de stockage
Prescription contrôlée : Respect des dispositions de l'article 7.5.1 de l'étude de danger "les portes coupe-feu des bâtiments de stockage des explosifs ne sont ouvertes que pendant l'activité d'approvisionnement ou de préparation de commande."
Constats : L'exploitant a indiqué par courrier en décembre 2021 à l'inspection des installations classées qu'il a changé le moteur du système d'extraction d'air des deux bâtiments de stockage des explosifs pour un modèle d'une puissance d'extraction d'air de 800 à 1000 m ³ en sachant que les bâtiments ont un volume utile de 899 m ³ . Le jour du jour du contrôle, le chef du dépôt confirme une amélioration de la qualité de l'air dans les igloos. Il indique que les portes d'accès ne sont ouvertes qu'un quart d'heure avant les activités d'approvisionnement ou de préparation de commande. Pendant le contrôle l'extracteur d'air est bien en fonctionnement. À noter que seules 2 alvéoles sur 4 sont équipées d'une bouche d'extraction d'air dans chaque bâtiment. La perception d'une différence de la qualité de l'air entre les alvéoles équipées et non équipées est notable. Le système est opérationnel mais il pourrait gagner en efficacité en équipant toutes les alvéoles de bouches d'extraction d'air.
Type de suites proposées : Sans suite
Nature des suites proposées : Sans objet